

20 janvier

CTA

Rassemblement
12h au rectorat

25 janvier

CAEN

Manifestation
Régionale

14h30

Préfecture de Lges

31 janvier

GRÈVE

MANIFESTATION
NATIONALE
À PARIS

- 3,4% du total de ses emplois, c'est la taxe imposée à l'académie dans le 2d degré (- 1,4% en moyenne nationale, la différence représente plus de 80 emplois). L'académie de Limoges est ainsi la plus touchée en proportion par les suppressions d'emplois.

La ponction opérée par le recteur est la suivante :

- 30 emplois en collège (pour 103 élèves de plus)

- 30,5 emplois en lycée (pour 66 élèves de moins)

- 82,5 emplois en LP (pour 561 élèves de moins, mais il faut rappeler qu'une année de formation est supprimée en LP du fait de la réforme du BacPro3)

Incapable d'expliquer ou de justifier la taxe inédite subie par l'académie, le recteur présente une carte des formations pluriannuelle, renvoyant à 2013 ou 2014 d'hypothétiques ouvertures, espérant ainsi mieux faire accepter les dégradations qu'il programme dès la rentrée 2012.

Personne n'est dupe : **offre de formation réduite, lycées de proximité sacrifiés**, logique des pôles de compétences, en lycée professionnel ou technologique, poussée à son paroxysme avec la **fermeture de toute formation qui n'entre pas dans la coloration de l'établissement**. Voilà la réalité du menu servi par le recteur pour la rentrée 2012, laissant **aux jeunes le choix entre de coûteux frais de transports et/ou d'internat ou celui d'une orientation par défaut**. Le comportement des élèves face à l'offre de formation est nié, notamment pour ceux les plus fragiles scolairement ou socialement, dont on connaît la faible mobilité. Les mesures, entre autres, envisagées sur **Felletin, Ussel, Egletons, St Léonard, La Souterraine** participent de cet appauvrissement de l'offre scolaire et pourraient amener à de nouveaux reculs de scolarisation, tout en menaçant l'existence à court terme de ces établissements.

L'ensemble des mesures a été envisagé dans les seuls murs du rectorat, entre « experts », **sans aucune concertation** avec les personnels des établissements concernés. L'**improvisation** de certaines d'entre elles interroge : **fermeture du Mas-Jambost** alors que le transfert des ateliers est impossible, **fermeture de l'EREA de Meymac** alors qu'aucune mesure de substitution à la prise en charge de la très grande difficulté scolaire n'est à cette heure imaginée. Le rectorat justifie la **fermeture de 3^{ème} DP6h** par l'ouverture de DIMA en CFA. Ces dispositifs organisent la sortie précoce du système éducatif d'un nombre non négligeable de jeunes (400 places). Cela ne peut constituer une perspective acceptable pour la différenciation, parfois nécessaire, des parcours scolaires.

Pour autant, ces nombreuses fermetures de filières ou sections, les fermetures immédiates d'établissements, ne permettent pas au Recteur de restituer l'ensemble des postes exigés par Bercy. C'est donc la réduction de l'ensemble des DGH qui va marquer la deuxième phase de cette préparation de rentrée.

Les collèges devraient rendre 30 emplois pour 103 élèves supplémentaires ! Comment, alors que les classes sont pleines, les dédoublements rendus impossibles ? L'aide aux élèves en difficulté est renvoyée, en dehors de la classe, au seul accompagnement éducatif (financé en HSE, l'équivalent de 52 emplois !). La fermeture de l'EREA de Meymac entraînerait des tensions importantes sur les affectations en SEGPA, poussant certains élèves à rester dans un collège inadapté à leurs difficultés. Le collège craque et le ministre comme le recteur proposent d'aggraver les tensions.

La dernière année de mise en place de la réforme du lycée servira à retirer 30,5 emplois des établissements. Au niveau 1^{ère}, sa mise en place à la rentrée 2011, a permis de fermer 15 classes pour 57 élèves en moins. Comme l'avait analysé le SNES-FSU cette réforme est bien un outil pour permettre la suppression des postes quel que soit le contexte démographique. La réforme de la voie technologique mise en œuvre cette année dans les séries STI-STL se traduit par des difficultés accrues rencontrées par les enseignants tant au niveau des contenus d'enseignement que des finalités de ces formations, sans résoudre le problème du manque d'attractivité de ces filières. Les réformes en STG et ST2S pour la prochaine rentrée risquent de produire les mêmes effets. Les sections de BTS sont aussi en danger, dès que les effectifs baissent le rectorat diminue les capacités d'accueil (BTS SIO à Aubusson, ou AM à Valadon) ou les supprime (BTS CM à Felletin ou CPI à Brive), et ceci en dépit de l'excellent taux d'insertion professionnelle de ces formations. Prétendre rénover la voie technologique et en supprimer les débouchés est une véritable imposture. Quant à l'implantation des options en terminale S ou L, elle relève du seul choix du rectorat, les demandes des CA sont pour beaucoup ignorées, sans justification convaincante.

Face aux inévitables régressions qui se dessinent, **les élus FSU(6), UNSA(3), SGEN(1) ont unanimement rejeté les propositions du recteur lors du CTA du 11 janvier, le contraignant à une nouvelle convocation de l'instance le vendredi 20 janvier.** La FSU demande au recteur de se retourner vers le ministre pour obtenir d'autres moyens pour l'académie afin de permettre la construction d'une offre de formations qui ne mette pas à mal les territoires tout en permettant à chaque jeune de se construire un avenir. Pour obliger à des reculs ministre et recteur, la mobilisation dans les établissements doit se poursuivre et s'amplifier. Des préavis de grève ont été déposés par le SNES-FSU pour couvrir toutes les initiatives là où elles sont possibles.

Rassemblement unitaire vendredi 20 janvier à 12h devant le rectorat

Le mercredi 25 janvier, le CAEN (Conseil Académique de l'Education Nationale) sera convoqué. Nul n'ignore la portée politique de cette instance dans laquelle siègent, outre le Président de Région, des élus politiques, des représentants des personnels, des parents d'élèves et des organisations professionnelles, le Préfet de Région et le Recteur. C'est aussi dans cette instance que le Recteur présente la carte des formations qu'il entend mettre en place à la rentrée.

Situation inédite, ce CAEN sera convoqué par le seul Préfet, le Président de Région refusant de co-signer la convocation. La FSU entend bien faire entendre la colère des usagers et des personnels de l'Éducation nationale face au démantèlement organisé du Service Public d'Éducation et l'exigence d'autres choix. Saisissons-nous de cette date pour rassembler fortement les personnels, parents, élèves et créer un rapport de forces permettant de dire NON à la politique éducative qui est menée.

Manifestation régionale mercredi 25 janvier à 14h30 devant La Préfecture de Limoges

Dans ce contexte, où nos conditions de travail ne cessent de se dégrader, **le projet Chatel sur l'évaluation entend résumer nos métiers à de simples tâches d'exécutants et imposer un pilotage par objectifs accru dans les établissements.** Où sont les négociations promises sur ces textes ? Nulle part puisque la question centrale, l'évaluation de nos missions par le seul chef d'établissement, le rythme d'avancement soumis à son seul avis, n'entrent pas dans le cadre de ce qui est négociable. Comment s'en étonner à écouter N. Sarkozy lors de ses vœux au monde de l'éducation : **statut, temps de service, missions, recrutement local, tout y passera une fois le chantier de l'évaluation achevé et c'est pour cela qu'il est mené tambour battant.** Ceux qui se cachent derrière le rideau de pseudo négociations ne font guère illusion. Laisser faire c'est engager une profonde transformation des missions assignées à l'École.

Dans une période où le discours sur la crise de la dette étouffe le débat politique, le SNES-FSU ne peut se résigner à l'occultation de questions qui sont majeures pour le devenir de l'École et de la société. C'est pourquoi le SNES-FSU, le SNEP-FSU et le SNUEP-FSU ont fait le choix d'appeler à la

Grève le mardi 31 janvier et à une manifestation nationale à Paris(*)

Nous devons et nous pouvons, si la mobilisation est à la hauteur des enjeux, **gagner le retrait des textes sur l'évaluation, nous devons porter l'exigence, auprès de tous, de moyens pour l'école mais aussi l'exigence de réformes qui permettent de conduire les jeunes à la réussite.** Nous ne pouvons en faire l'économie au risque de douloureuses désillusions. Localement, les sections départementales du SNUipp-FSU appellent les professeurs des écoles à la grève et à la manifestation parisienne. **Soyons massivement en grève le 31 et réussissons une manifestation d'ampleur à Paris, pour nos métiers, pour nos conditions de travail et celles de nos élèves.**

(*)certaines organisations syndicales devraient rejoindre cet appel dans la semaine

➡ La France est le seul pays de l'OCDE où la scolarisation des 16-18 ans recule.

➡ Selon la dernière étude PISA de 2000 à 2009 les compétences en maîtrise de la langue des jeunes français de 15 ans ont régressé quand dans le même temps elles progressaient en Allemagne, Corée, Hongrie, Pologne,...

➡ Dans l'académie près de 17% des élèves quittent le système scolaire après la 3^{ème}. Ce taux est en augmentation.

➡ Fermeture de la plupart des 3^{ème} DP6h.

Les élèves précédemment accueillis dans ces classes devront s'orienter vers deux 3^{ème} prépa pro (LP Danton et St yrieix) mais surtout vers 4 DIMA (Dispositif d'Initiation aux Métiers en Alliance) implantés en CFA par la Région.

Les DIMA vont enfermer les élèves qui s'y orienteraient dans la seule voie de l'apprentissage avec les taux d'échec que l'on connaît pour les publics les plus jeunes ou les plus fragiles. Les possibilités évoquées de retour en collège ou LP sont illusoire.

➡ Suppression d'une prépa PCSI au lycée Gay-Lussac

Après avoir limité le recrutement en 2011 par le contingentement des capacités d'accueil, le recteur a, sans en informer les personnels ou leurs représentants, demandé au ministère de l'enseignement supérieur la fermeture d'une classe. 51 élèves avaient formulé en vœux 1 cette classe préparatoire pour la rentrée 2011, seuls 39 d'entre eux sont inscrits au lycée (sur 47 étudiants pour 48 places), le vivier était donc là comme l'affirmaient les collègues de Gay-Lussac. Mais pour mieux tuer son chien, mieux vaut l'accuser d'avoir la rage...

➡ Les meilleurs vœux de N.Sarkozy !

« La priorité est de **redéfinir le métier enseignant**, je vous demande d'y réfléchir. »

« ce dont souffrent en premier lieu les enseignants, c'est du décalage entre ce que l'institution leur demande officiellement – à travers ces fameux textes qui remontent aux années 1950 – et la réalité de la société d'aujourd'hui. »

« Il faut mettre fin à ce décalage. **Cela impliquera de la part des professeurs d'accepter de nouvelles manières de travailler. D'être plus présents dans les établissements.** »

« une rémunération augmentée et des conditions de travail différentes », « Cela n'a pas de sens que les enseignants ne disposent pas de bureaux. **Cela les condamne au seul contact de la classe.** »

La « remarquable » expérimentation ECLAIR « autorise notamment **les chefs d'établissement à recruter les professeurs [...]. Quel meilleur moyen de s'assurer de la cohésion de l'équipe pédagogique ?** »